



**Projet de loi d'orientation et programmation du ministère de la justice 2023-2027 (PJJ)**

➤ [Consulter le dossier législatif](#)

**SUIVI DES AMENDEMENTS DÉFENDUS PAR LA PROFESSION D'AVOCAT**

[Consulter la liste détaillée des amendements](#)

<b>En matière pénale</b>			
<b>Articles du PJJ</b>	<b>Propositions du CNB</b>	<b>Amendements déposés en séance publique</b>	<b>Sort des amendements en séance publique</b>
<b>Article 3</b>	Supprimer le recours à la téléconsultation médicale lors des gardes à vue	<a href="#">n°926</a> du groupe GDR, <a href="#">n°883</a> du groupe LFI, <a href="#">n°495</a> du groupe LIOT, <a href="#">n°1318</a> du groupe écologiste, <a href="#">n°25</a> de P. GOSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°154</a> d'A. MARTIN (LR, Alpes-Maritimes) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°1213</a> de N. MOUTCHOU (HOR, Val-d'Oise))	Rejeté
<b>Article 3</b>	Supprimer l'extension des perquisitions au domicile en dehors des heures légales	<a href="#">n°882</a> du groupe LFI, <a href="#">n°490</a> du groupe LIOT, <a href="#">n°1313</a> du groupe écologiste, <a href="#">n°924</a> du groupe GDR	Rejeté
<b>Article 3</b>	Supprimer les dispositions permettant l'activation à distance d'un appareil électronique à l'insu de son propriétaire	<a href="#">n°599</a> , <a href="#">n°600</a> et <a href="#">n°1329</a> du groupe écologiste, <a href="#">n°471</a> et <a href="#">n°483</a> du groupe LIOT, <a href="#">n°933</a> et <a href="#">n°1398</a> du groupe GDR, <a href="#">n°322</a> et <a href="#">323</a> du groupe SOC	Rejeté

<b>Article 3</b>	Supprimer le placement sous assignation à résidence sous surveillance électronique en cas de détention provisoire irrégulière	<a href="#">n°940</a> du groupe GDR, <a href="#">n°529</a> du groupe LIOT, <a href="#">n°20</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°1323</a> du groupe écologiste	Rejeté
<b>Article 3</b>	Prévoir la présence systématique de l'avocat dans le cadre de l'entretien de garde à vue	<a href="#">n°927</a> du groupe GDR, <a href="#">n°505</a> du groupe LIOT	Rejeté
<b>Article 3</b>	Permettre à l'avocat de poser des questions au cours de l'audition	<a href="#">n°928</a> du groupe GDR	Rejeté
<b>Article 3</b>	Donner l'accès au dossier au suspect et à son avocat dès le stade de la garde à vue ou de l'audition libre	<a href="#">n°929</a> du groupe GDR, <a href="#">n°26</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°1320</a> du groupe écologiste	Rejeté
<b>Article 3</b>	Donner, dans le cadre de l'enquête préliminaire, l'accès au dossier au plaignant et à son avocat au bout d'un délai de 6 mois	<a href="#">n°195</a> d'E. CAROIT (REN, Français de l'étranger)	Rejeté
<b>Article 3</b>	Notifier la contestation de partie-civile à la partie civile	<a href="#">n°33</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°84</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme)	Rejeté
<b>Article 3</b>	Prévoir la motivation systématique de la décision de mise en examen par le juge d'instruction	<a href="#">n°28</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°155</a> d'A. MARTIN (LR, Alpes-Maritimes) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°930</a> du groupe GDR, <a href="#">n°844</a> du groupe Horizons, <a href="#">n°196</a> d'E. CAROIT (REN, Français de l'étranger), <a href="#">n°202</a> de P. GUILLEMARD (REN, Meurthe-et-Moselle), <a href="#">n°642</a> de V. SEITLINGER (LR, Moselle) et plusieurs députés LR	Rejeté
<b>Article 3</b>	Unifier et simplifier le formalisme de la désignation d'un autre avocat	<a href="#">n°969</a> des rapporteurs, <a href="#">n°37</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR	Adopté
<b>Article 3</b>	Prévoir la possibilité pour le bâtonnier de contester les transcriptions téléphoniques concernant un avocat	<a href="#">n°24</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR	Rejeté

<b>Article 3</b>	Interdire l'enregistrement des conversations entre un avocat et son client dans le cadre de l'exercice des droits de la défense	<a href="#">n°35</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°295</a> de I. BOUCARD (LR, Terr. De Belfort) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°511</a> du groupe LIOT	Rejeté
<b>Article 3</b>	Améliorer l'information des avocats sur la désignation d'un autre avocat	<a href="#">n°36</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°85</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme)	Rejeté
<b>Article 3</b>	Instaurer l'information de la partie civile lors d'une demande de « démise » en examen	<a href="#">n°29</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°81</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme)	Rejeté
<b>Article 3</b>	Convoquer par écrit les mis en cause pour une audition libre	<a href="#">n°492</a> du groupe LIOT, <a href="#">n°925</a> du groupe GDR	Rejeté
<b>Article 3</b>	Faciliter les constitutions de partie civile	<a href="#">n°31</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°82</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme), <a href="#">n°912</a> du groupe LFI	Rejeté
<b>Article 3</b>	Informers les autres parties lorsque le juge d'instruction fait droit à une demande	<a href="#">n°30</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR	Rejeté
<b>Article 3</b>	Aligner le délai de pourvoi en cassation sur celui de l'appel	<a href="#">n°38</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR	Rejeté
<b>Article 3</b>	Notifier les réquisitions de non informer et de non-lieu à la partie civile et prévoir un délai dans lequel l'ordonnance du juge d'instruction doit être rendue	<a href="#">n°32</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°83</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme)	Rejeté
<b>Article 3</b>	Etendre le droit de visite du bâtonnier dans les établissements de santé chargés d'assurer les soins psychiatriques sans consentement	<a href="#">n°938</a> du groupe GDR, <a href="#">n°39</a> de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°396</a> de S. VIRY (LR, Vosges) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°152</a> d'E. CAROIT (REN, Français de l'étranger)	Rejeté
<b>Article 3</b>	Abaisser le délai d'incarcération du mis en cause, dans le cadre de l'examen par le juge de la faisabilité de l'ARSE à 5 jours	<a href="#">n°885</a> du groupe LFI, <a href="#">n°512</a> du groupe LIOT	Rejeté

<b>Article 3</b>	Supprimer la possibilité de recourir à une visioconférence en cas de retour négatif sur la mise en œuvre de l'ARSE	<a href="#">n°931</a> du groupe GDR	Rejeté
<b>Article 3</b>	Supprimer l'unification des délais de renvoi en matière de comparution immédiate	<a href="#">n°934</a> du groupe GDR	Rejeté
<b>Article additionnel après l'article 3</b>	Améliorer la procédure de dessaisissement de la juridiction d'instruction au profit du pôle dédié au traitement des crimes sériels et non élucidés du tribunal judiciaire de Nanterre	<a href="#">n°889</a> des rapporteurs s'inspirant du dispositif du CNB	Adopté
<b>Article 14</b>	Prévoir la possibilité d'un accès direct aux images issues des caméras individuelles par le détenu et ou son conseil	<a href="#">n°208</a> de P. GUILLEMARD (REN, Meurthe-et-Moselle), <a href="#">n°1089</a> du groupe LFI, <a href="#">n°952</a> du groupe GDR	Rejeté
<b>Article 14</b>	Prévoir une information spécifique à destination des mineurs incarcérés et qui pourraient faire l'objet d'un enregistrement par les caméras individuelles des agents pénitentiaires	<a href="#">n°951</a> du groupe GDR, <a href="#">n°1354</a> du groupe écologiste, n°41 de P. GOSSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR	Rejeté

### En matière économique

Articles du PJL	Propositions du CNB	Amendements déposés en séance publique	Sort des amendements en séance publique
<b>Article 6</b>	Supprimer l'expérimentation des tribunaux des activités économiques	<a href="#">n°212</a> de T. BAZIN (LR, Meurthe-et-Moselle), <a href="#">n°1254</a> du groupe GDR, <a href="#">n°88</a> de E. ANTHOINE (LR, Drôme), <a href="#">n°1013</a> du groupe LFI, <a href="#">n°356</a> du groupe SOC, <a href="#">n°646</a> de V. BAZIN-MALGRAS (LR, Aube)	Rejeté
<b>Article 7</b>	Prévoir que seuls les litiges supérieurs à 500 000 euros seront assujettis à la contribution financière obligatoire	<a href="#">n°304</a> de I. BOUCARD (LR, Terr. de Belfort) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°399</a> de S.VIRY (LR, Vosges) et plusieurs députés LR	Rejeté
<b>Article 7</b>	Supprimer la contribution financière obligatoire des entreprises	<a href="#">n°944</a> du groupe GDR, <a href="#">n°1023</a> du groupe LFI, <a href="#">n°608</a> du groupe écologiste, <a href="#">n°65</a> de V. BAZIN-MALGRAS (LR, Aube), <a href="#">n°397</a> de	Rejeté

		S.VIRY (LR, Vosges) et plusieurs députés LR, <a href="#">n°638</a> de V. SEITLINGER et plusieurs députés LR	
<b>Article 7</b>	Supprimer la notion de chiffre d'affaires dans la définition du montant de la contribution financière	<a href="#">n°630</a> de V. BAZIN-MALGRAS (LR, Aube)	Rejeté

**En matière civile**

Articles du PJJ	Propositions du CNB	Amendements déposés en séance publique	Sort des amendements en séance publique
<b>Article 15</b>	Supprimer la disposition visant à confier à un « magistrat du siège du tribunal judiciaire » les fonctions civiles du JLD relevant du CESEDA et du code de la santé publique	<a href="#">n°365</a> du groupe SOC, <a href="#">n°946</a> du groupe GDR, <a href="#">n°1124</a> du groupe LFI, <a href="#">n°521</a> du groupe LIOT, <a href="#">n°1355</a> du groupe écologiste	Rejeté

**En matière de saisie de rémunérations**

Articles du PJJ	Propositions du CNB	Amendements déposés en séance publique	Sort des amendements en séance publique
<b>Article 17</b>	Supprimer l'article visant à confier aux seuls commissaires de justice la mise en œuvre de la saisie des rémunérations, sans intervention du juge	<a href="#">n°366</a> du groupe SOC, <a href="#">n°947</a> du groupe GDR, <a href="#">n°1137</a> du groupe LFI, <a href="#">n°1358</a> du groupe écologiste, <a href="#">n°676</a> de V. BAZIN-MALGRAS (LR, Aube)	Rejeté

**En matière de formation des avocats**

Articles du PJJ	Propositions du CNB	Amendements déposés en séance publique	Sort des amendements en séance publique
<b>Article 19</b>	Consacrer le rôle du CNB dans les règles de gestion des CRFPA	<a href="#">n°93</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme)	Irrecevable
<b>Article 19</b>	Autoriser expressément les CRFPA à : -dispenser des formations préparatoires aux examens de contrôle des connaissances prévus dans le cadre des voies d'accès dérogatoires à la profession d'avocat -ouvrir leurs actions de formation continue à d'autres professionnels que les avocats	<a href="#">n° 148</a> d'E. CAROIT (REN, Français de l'étranger), <a href="#">n°157</a> d'A. MARTIN et plusieurs députés LR), <a href="#">n°91</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme)	Adopté

**En matière d'élections au Conseil national des barreaux**

Articles du PJJ	Propositions du CNB	Amendements déposés en séance publique	Sort des amendements en séance publique
<b>Article 19</b>	Conférer la qualité d'électeur aux vice-bâtonniers composant le collège ordinal pour les élections du CNB	<a href="#">n°258</a> de P. GOSELIN (LR, Manche), <a href="#">n°198</a> de P. GUILLEMARD (REN, Meurthe-et-Moselle) n°92 de E. ANTHOINE (LR, Drôme)	Irrecevable
<b>Article 19</b>	Prévoir l'entrée en vigueur de cette disposition à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2024	<a href="#">n°259</a> de P. GOSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés LR	Irrecevable

**Projet de loi organique relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (PJLO)**

➤ [Consulter le dossier législatif](#)

<b>En matière d'accès à la magistrature pour les avocats</b>			
<b>Articles du PJLO</b>	<b>Propositions du CNB</b>	<b>Amendements déposés en séance publique</b>	<b>Sort des amendements en séance publique</b>
<b>Article 1<sup>er</sup></b>	Abaisser la durée d'expérience requise pour l'intégration directe des avocats aux fonctions hors hiérarchie à 20 ans	<a href="#">n°27</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme), <a href="#">n°5</a> de P. GOSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés, <a href="#">n°65</a> du groupe LIOT	
<b>Article 1<sup>er</sup></b>	Abaisser la durée d'expérience des avocats à 10 ans pour accéder aux fonctions de magistrat en service extraordinaire	<a href="#">n°99</a> de Didier PARIS (REN, Côte-d'Or), <a href="#">n°28</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme), <a href="#">n°4</a> de P. GOSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés, <a href="#">n°75</a> du groupe écologiste	
<b>Article 12</b>	Inscrire dans la loi une disposition permettant au Gouvernement de prolonger la dérogation à l'application des quotas au regard des objectifs de recrutement	<a href="#">n°29</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme), <a href="#">n°3</a> de P. GOSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés	

**En matière de traitement des plaintes devant le conseil supérieur de la magistrature**

Articles du PJLO	Propositions du CNB	Amendements déposés en séance publique	Sort des amendements en séance publique
<b>Article 8</b>	prévoir qu'un avocat peut saisir en son nom le CSM du comportement d'un magistrat pouvant faire l'objet d'une poursuite disciplinaire ;	<a href="#">n°30</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme), <a href="#">n°2</a> de P. GOSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés, <a href="#">n°67</a> du groupe LIOT)	
<b>Article 8</b>	prévoir, lorsque le magistrat mis en cause est entendu par la commission d'admission des requêtes, le justiciable est également entendu à sa demande	<a href="#">n°31</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme)	
<b>Article 8</b>	prévoir que le plaignant et son avocat ont également accès au dossier de la procédure dans le cadre de la saisine du Conseil supérieur de la magistrature	<a href="#">n°32</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme), <a href="#">n°1</a> de P. GOSELIN (LR, Manche) et plusieurs députés, <a href="#">n°68</a> du groupe LIOT	
<b>Article 8</b>	prévoir, lorsque la plainte est jugée irrecevable par la commission d'admission des requêtes (CAR), que le plaignant est informé des motifs de cette irrecevabilité et peut en conséquence compléter son dossier d'éventuels pièces manquantes	<a href="#">n°33</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme)	
<b>Article 8</b>	prévoir que le plaignant peut contester la décision de rejet de sa plainte prise par la CAR	<a href="#">n°34</a> d'E. ANTHOINE (LR, Drôme)	